Au nom des femmes et des personnes de la diversité de genre de la région de Lanaudière, nous sommes ici pour répondre à l'appel et dénoncer la mauvaise utilisation des fonds publics par le gouvernement de la Coalition Avenir Québec.

Chaque jour, les femmes et les personnes de la diversité de genre ressentent les impacts dévastateurs de ces choix. Le refus d'investir dans les services publics affaiblit notre filet social, ce qui constitue une attaque directe à l'autonomie des femmes.

Pour être capable d’exercer leurs droits à la santé, à l'éducation, à la sécurité et à la dignité, les femmes et les personnes de diversité de genre doivent être capable de faire des choix.

Un manque de places en garderie, des services de garde inaccessibles, le manque d’accès à un logement à un prix abordable et un réseau de transport collectif presque inexistant dans certains secteurs de notre région restreignent les options pour retrouver du pouvoir sur leur vie.

Les groupes de femmes de Lanaudière ont vu plusieurs situations s'aggraver au cours des dernières années, en plus d’être exacerbées par la pauvreté et la discrimination. Les combats sont nombreux. En situation de handicap, immigrantes ou monoparentales, elles se battent pour trouver un logement. Femmes trans ou proches aidantes, elles peinent à trouver un emploi qui respecte leur réalité. Victimes de violence, elles luttent pour faire valoir leurs droits.

Pouvoir choisir avec qui l'on habite est bien souvent une question de sécurité. Pourtant, l'année dernière, dans la région de Lanaudière, les maisons d'hébergement pour femmes ont dû refuser un nombre alarmant de demandes d'hébergement en raison du manque de ressources. Malgré cela, la ministre Duranceau ose affirmer que « ça coûte trop cher la porte ».

Ces paroles révèlent un mépris inquiétant envers la réalité des femmes. Un mépris qu’on retrouve à travers d’autres décisions gouvernementales récentes comme : la réforme de l’IVAC, la réforme de l’aide sociale et même les négociations étirées avec les éducatrices des CPEs qui sont maintenant sans convention depuis plus de 16 mois.

De plus, les femmes portent sur leurs épaules le poids du manque d’investissement dans les services de santé, car elles assument une part disproportionnée des responsabilités familiales. En tant que proches aidantes, elles subissent des pertes financières importantes. Le gouvernement de François Legault compte sur le travail gratuit des femmes. Nous sommes écœurées d’être méprisées.

Nous demandons au gouvernement de reconnaître les effets inégaux du sous-investissement dans nos services publics. Nous exigeons que les fonds publics soient investis là où ils sont nécessaires soit dans le filet social. Parce qu’investir dans le filet social, c'est redonner le pouvoir de décision aux femmes et aux personnes de la diversité de genre, c’est leur redonner le pouvoir d’exercer leurs droits.